

Directeur de Publication **Rostant TANE**

Economic Risk MONITOR

Décembre 2025

Cameroun

Diagnostic et Analyse des Risques Economiques et Managériaux

Focus spécial



Imposition
des entreprises
numériques
étrangères **P.7**





Rostant TANE, CEO MEDIA INTELLIGENCE Sarl

L'année 2025 se referme sur un Cameroun à la croisée des chemins, entre consolidation de la reprise et montée de nouveaux risques. L'adoption d'une loi de finances 2026 en hausse de 14 % (+ 1080,5 milliards de FCFA), la poursuite d'une croissance autour de 4% et la décrue progressive de l'inflation témoignent d'une dynamique résiliente, portée par les secteurs hors pétrole et des investissements structurants dans l'agro-industrie, l'énergie et le numérique. Mais cette trajectoire reste fragilisée par la baisse des recettes pétrolières, une inflation encore élevée pour les ménages et des contraintes logistiques persistantes.

Dans ce contexte, la nouvelle fiscalité du digital, les subventions ciblées (riz, gaz domestique) et la montée en puissance de la décentralisation apparaissent comme des leviers décisifs pour élargir l'assiette fiscale, soutenir le

pouvoir d'achat et renforcer les territoires. Plus que jamais, la qualité de l'exécution des réformes, la coordination entre État, entreprises et investisseurs, ainsi qu'une gestion rigoureuse des risques économiques et sociaux conditionneront la capacité du pays à transformer ces signaux positifs en progrès durable.

Dans ce contexte, l'objectif de ce magazine est double : proposer une lecture analytique des faits marquants du mois et offrir aux décideurs publics, entreprises et investisseurs une grille de lecture des risques et opportunités à court et moyen termes. L'approche PESTEL et l'analyse de scénarios permettent de dépasser le commentaire conjoncturel pour éclairer les décisions stratégiques, dans un environnement où la qualité de l'exécution des réformes sera plus déterminante que jamais pour contenir le risque pays.

Fortiori

2. Résumé exécutif



En décembre 2025, L'actualité est rythmée par l'adoption de la loi de finances 2026 qui passe de 7 735,9 milliards de FCFA en 2025 à près de 8 816,4 milliards de FCFA, soit une hausse d'environ 1 080,5 milliards de FCFA. Selon le MINEPAT, l'économie camerounaise affiche une croissance d'environ 3,9% avec une projection de 4,3% en 2026 avec une inflation proche de 5,3% mais en trajectoire vers 3% d'ici 2027, dans un contexte de politique monétaire restrictive et d'incertitude liée à la formation tardive du nouveau gouvernement.

Parallèlement, l'État multiplie les soutiens à travers une subvention à hauteur de 9 milliards

FCFA à la SEMRY pour la production de 30 000 tonnes de riz en 2026 dans les bassins stratégiques de Yagoua et Ndop. Près de 37 milliards FCFA sont mobilisés pour le gaz domestique. Dans la même lancée, des investissements structurants se déploient avec 81 millions USD (45 milliards de CFA) investit par OPALM pour la construction de cinq huileries en vue de la production de 108 000 tonnes d'huile et la création d'environ 1 650 emplois. La décentralisation quant à elle se voit renforcée avec une augmentation de 18% sur le budget du FEICOM en 2026 soit 367,2 milliards FCFA favorisant l'appui au développement local.

L'instauration d'un impôt de 3% sur le chiffre d'affaires des

plateformes numériques étrangères sans présence physique pouvant basculer à l'IS de 30% pour les entreprises ayant au-delà de 1 000 utilisateurs ou 50 millions FCFA de chiffre d'affaires.

Les principaux risques portent sur l'inflation, la baisse de 12,7% des recettes pétrolières, les contraintes logistiques, l'insécurité alimentaire touchant 11% de la population soit 3,12 millions de personnes et la dépendance sectorielle, appelant une action coordonnée de l'État, des entreprises, des ménages et des investisseurs en faveur des secteurs non pétroliers porteurs tel que : agro-industrie, logistique, numérique et énergies renouvelables.

SOMMAIRE

2. Résumé exécutif

3. Actu du mois

Focus
special



Imposition des entreprises
numériques étrangères

5. Situation

6. Analyse Sectorielle

7. Analyse des risques Economiques

8. Opportunités du mois

3. Actu du mois

Finances Publiques & Fiscalité

Budget 2026 : Enveloppe record de 8 816,4 milliards FCFA (+14% par rapport à 2025).

Fiscalité Numérique : Instauration d'un impôt de 3% sur le CA des plateformes étrangères sans présence physique.

Intégration CEMAC : Exonération de l'IRCM (16,5%) sur tous les titres publics de la zone pour stimuler l'investissement régional.

Finances Publiques & Fiscalité

Performance : Les banques camerounaises captent 46% des profits de la CEMAC avec 208,5 milliards FCFA de bénéfice net.

Appui aux PME : Facilité de 25 millions d'euros de la BAD pour CCA-Bank et 1,5 milliard FCFA mobilisé par le MinPME pour l'agroalimentaire.

Gouvernance & Social

Incertitude Politique : Attente de la formation du nouveau gouvernement post-élection, freinant certaines décisions.

Vie Chère : 37 milliards FCFA mobilisés pour le gaz domestique (via la CSPH) et lancements de soldes promotionnelles nationales.

Décentralisation : Budget du FEICOM en hausse de 18% (367,2 milliards FCFA).

Secteurs Productifs

Agro-industrie : Investissement de 81 millions USD par OPALM (5 huileries, 1 650 emplois) et subvention de 9 milliards FCFA pour la filière riz.

Cacao Durable : Mise en conformité RDUE via un manuel de diligence raisonnée sur 650 000 ha de vergers.

Logistique & Énergie

Logistique : Arrivée du danois UPF Group à Douala pour fluidifier le corridor vers le Tchad et la RCA.

Énergies Vertes : Plus de 9 milliards FCFA de taxes supprimées sur les équipements solaires (2024-2025).



Analyse PESTEL

POLITIQUE	Stabilité et Gouvernance : une incertitude liée à la formation tardive du gouvernement après la réélection de Paul Biya, ce qui retarde certaines décisions économiques clés. Politiques de soutien et subventions : L'État intervient activement pour soutenir des secteurs clés (riz, gaz domestique) Intégration Régionale (CEMAC) : Le Cameroun encourage l'investissement régional en généralisant la détaxe sur les titres publics des pays de la CEMAC. Décentralisation: Renforcement du pouvoir local via le FEICOM, dont le budget 2026 est en hausse de 18% soit 367,2 milliards FCFA.
ÉCONOMIQUE	Croissance et Inflation : La Banque mondiale anticipe une croissance du PIB réel de 3,9% pour 2025 et 2026. L'objectif est de ramener l'inflation vers 3% d'ici 2027. Performance Bancaire : Le secteur bancaire est performant, réalisant 208,5 milliards FCFA de bénéfice net en 2024 (soit 46% des profits de la zone CEMAC) Investissements Directs Étrangers (IDE) et Locaux : - UPF Group (Danemark) ouvre un bureau pour la logistique. - OPALM investit 81 millions USD pour construire 5 huileries. - La BAD finance le crédit aux PME à hauteur de 25 millions d'euros. Fiscalité Incitative : Suppressions de taxes (plus de 9 milliards FCFA) sur les équipements solaires et d'eau potable en 2024-2025.
SOCIAL	Pouvoir d'achat et Vie chère : Le gouvernement a lancé des soldes promotionnelles nationales pour limiter la spéculation jusqu'en début 2026. De plus, 37 milliards FCFA ont été mobilisés pour maintenir le prix du gaz domestique. Emploi : Les projets comme celui d'OPALM visent la création de 1 650 emplois. Le financement des PME par la BAD et le Ministère vise également à soutenir l'emploi. Sécurité Alimentaire : C'est un défi majeur, avec 11% de la population (3,12 millions de personnes) en insécurité alimentaire. L'objectif est de tripler la production de riz d'ici 2027.
TECHNOLOGIE	Modernisation Agro-industrielle : Investissements dans de nouvelles infrastructures de transformation (huileries d'OPALM) et augmentation de la production rizicole (SEMARY et UNVDA). Logistique : L'arrivée d'acteurs internationaux comme UPF Group suggère un transfert de savoir-faire logistique pour améliorer le corridor Douala-N'Djamena-Bangui. Énergies Renouvelables : Adoption encouragée de technologies solaires grâce aux exonérations fiscales sur les équipements importés.
ENVIRONNEMENTAL	Transition Énergétique : Le gouvernement soutient activement les énergies vertes (solaire) par la suppression de taxes douanières et fiscales. Agriculture Durable et Déforestation : Le Cameroun se prépare à respecter le RDUE (Règlement Déforestation de l'Union Européenne). Le pays affirme pouvoir produire du cacao sans déforestation grâce à 650 000 hectares de vergers et au développement du cacao de savane.
LEGAL	Législation Financière : Références spécifiques à la Loi de Finances 2024 (article 5) et à la Loi de Finances 2026 pour les mesures fiscales (exonérations IRCM, équipements solaires). Conformité Internationale : Mise en place d'un manuel de diligence raisonnée pour l'accès au marché européen (normes RDUE) prévu pour entrer en vigueur entre 2026 et 2027. Taxe sur les entreprises numériques étrangères : À partir de 2026, le Cameroun taxera de 3% les plateformes numériques étrangères pour mieux mobiliser les recettes issues de l'économie numérique, conformément aux normes de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques). Contrats d'État : Signature d'accords formels entre l'État du Cameroun et l'entreprise privée OPALM.

Focus special

Imposition des entreprises numériques étrangères



Depuis le 1er janvier 2026, le Cameroun a opéré un tournant stratégique en soumettant les plateformes numériques étrangères sans présence physique locale à l'impôt sur les sociétés, mettant fin à une asymétrie fiscale persistante.

La loi de finances 2026 a instauré un dispositif à double niveau : un IS minimal de 3 % du chiffre d'affaires local comme seuil d'entrée, avec bascule-

ment automatique vers le régime de droit commun (IS à 30 % sur le bénéfice réel) dès franchissement de seuils d'activité. Ces seuils (au moins 1 000 utilisateurs au Cameroun ou 50 millions FCFA de chiffre d'affaires annuel HT) ont été calibrés pour intégrer rapidement les principaux acteurs du numérique dans le champ fiscal national.

L'ensemble des obligations déclaratives et de paiement est

centralisé via une plateforme digitale de la DGI, renforçant la traçabilité et l'efficacité administrative.

Sur le plan stratégique, cette réforme vise trois leviers majeurs : capter la valeur générée localement par des acteurs globaux, rétablir l'équité concurrentielle avec les entreprises nationales et consolider durablement les recettes publiques dans un secteur à forte croissance.

5. Situation macro-économique

En 2025, le taux d'inflation est de 3,4%, affichant une tendance baissière après 4,5% en 2024 et 7,4% en 2023. Cette évolution traduit ainsi une atténuation graduelle des pressions inflationnistes, avec un niveau qui demeure au-dessus du seuil communautaire CEMAC de 3%. La dynamique observée reste principalement portée par les prix des produits alimentaires qui affichent un taux de 7,0%.

Prix à la consommation

Par rapport à novembre 2025, les prix à la consommation des ménages ont baissé de 0,1% en décembre, après avoir augmenté de 0,5% le mois précédent. Ce retournement s'explique surtout par le repli de 0,8% des prix des produits alimentaires, qui marque la première diminution mensuelle de cette composante depuis janvier 2025. Cette évolution traduit un relâchement des tensions sur l'approvisionnement alimentaire en fin d'année, probablement lié à une meilleure disponibilité des produits sur les marchés et à un retour progressif à une situation plus stable après les perturbations logistiques observées au cours des deux mois précédents.

Inflation nationale et régionale

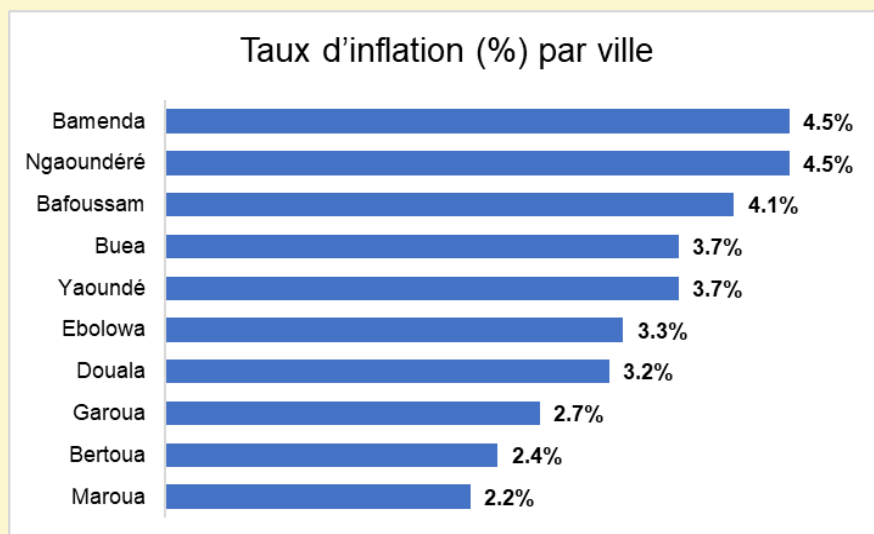
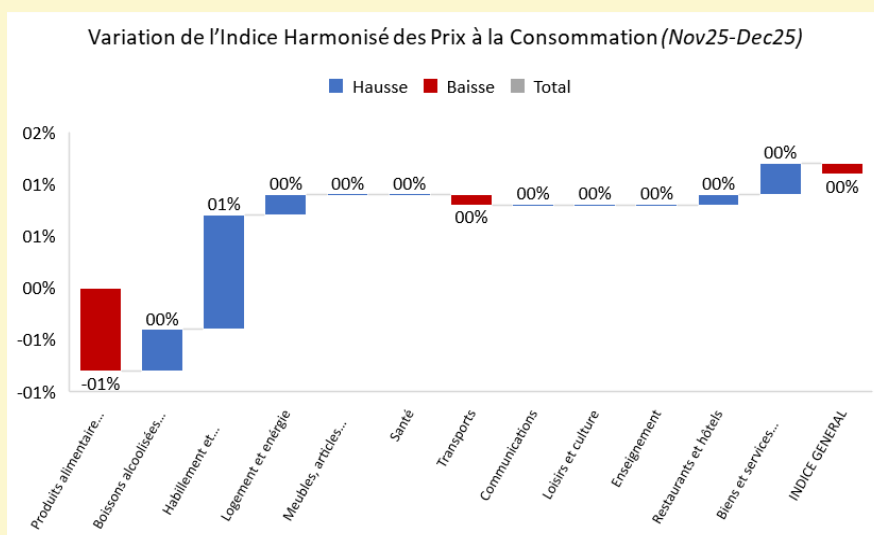
En glissement annuel, l'inflation s'établit à 2,5% en décembre 2025, contre 3,3% en novembre 2025 et 5,0% en décembre 2024 (un an plus tôt). Après le rebond observé le mois précédent, l'inflation sur un an renoue ainsi avec une trajectoire baissière, tout en demeurant nettement inférieure à son niveau de décembre 2024.

Au titre de l'année 2025, le taux d'inflation s'élève à 3,4%, dépassant ainsi le seuil de 3% fixé par la CEMAC. Sur la période de 2022

à 2025, l'inflation cumulée atteint 23,3%, reflétant l'impact de la forte hausse des prix observée à partir de 2022, principalement imputable à l'augmentation rapide et soutenue des prix des produits alimentaires (41,8%), et aussi à celle des coûts de transport (35,8%). À titre de comparaison, l'inflation cumulée sur la période de 2013 à 2021 s'est établie à 17,5 %, soulignant le caractère exceptionnel de l'épisode inflationniste récent.

Le niveau de l'inflation varie considérablement d'une région à l'autre, allant du niveau le plus bas de 2,2% à Maroua, à celui le plus élevé à

4,5% à Ngaoundéré et à Bamenda. En dehors de Maroua, des hausses relativement modérées des prix sont observées à Bertoua (2,4 %) et à Garoua (2,7%). A l'inverse, les augmentations les plus marquées, outre Bamenda et Ngaoundéré, concernent Bafoussam (4,1%), Yaoundé (3,7%), Buea (3,7%), Douala (3,2%) et Ebolowa (3,3%). Ces écarts s'expliquent principalement par les différences de coûts de transport, la disponibilité variable des produits locaux, des circuits d'approvisionnement spécifiques et, dans certaines zones, par la persistance de difficultés logistiques.



6. Analyse Sectorielle

6.1. Banque et Finance



Le secteur bancaire a connu d'énormes révolutions en cette fin d'année 2025 tant sur le plan institutionnel que sur le plan produit et service. Depuis le 23 décembre 2025, le Burkinabé Mohamed Simporé est nommé Directeur général de la BICEC, filiale du groupe

Banque Centrale Populaire (BCP), en remplacement de Outman Roqdi, marquant une nouvelle orientation stratégique pour la banque. Le mois de décembre est marqué par l'acquisition des opérations de Standard Chartered Bank Cameroun par le groupe nigérian Access Bank Plc via Access Holdings ; le

but est de renforcer sa présence sur le marché bancaire en Afrique Centrale en général et au Cameroun en particulier au Cameroun. CCA BANK change de dirigeante avec Mme. Alvine Mefotie comme nouveau Directeur général et consolide sa présence sur la scène bancaire au Cameroun à travers sa distinction comme « Organisation de l'Année 2024 » lors du Trophée de la Personnalité EcoMatin. Elle bénéficie aussi d'un accord visant la facilitation de financement du commerce à hauteur de 25 millions d'euros avec la Banque africaine de développement (BAD) destiné à soutenir les PME et entreprises locales camerounaises. D'autre part, la banque leader au Cameroun confirme son partenariat avec la fintech TapTap Send dans le but d'offrir à la diaspora camerounaise une solution moderne de transfert d'argent vers le Cameroun.

6.2. Transports et logistique



Le secteur des transports et de la logistique au Cameroun confirme son rôle stratégique dans l'économie nationale, avec une

contribution estimée à environ 691 milliards FCFA par trimestre en 2025 (près de 1,2 milliard USD) et la prise en charge de plus de 80 % des flux de marchandises,

dominés par le transport routier et maritime. L'activité est restée globalement stable par rapport à novembre 2025, tandis que le port de Douala a enregistré sur l'an-

née une baisse de trafic estimée entre 6 et 7 %, compensée par des revenus portuaires maintenus, voire en hausse, grâce aux ajustements tarifaires. Le transport routier est demeuré stable malgré les contraintes d'infrastructures, et le transport aérien a conservé une contribution marginale. Décembre 2025 se distingue toutefois par une hausse des investissements privés, avec des montants atteignant environ 1 milliard FCFA pour certains opérateurs, traduisant une volonté

d'amélioration de la productivité. Dans ce contexte, l'ouverture d'un bureau d'UPF Group à Douala le 12 décembre 2025, faisant du Cameroun le sixième marché africain du groupe, renforce les réseaux logistiques nationaux, introduit des standards internationaux et améliore l'accessibilité régionale, contribuant à la modernisation du secteur.

Pour 2026, les perspectives sont modérément positives, avec une croissance économique nationale

projetée autour de 4,3 % et une croissance attendue du secteur comprise entre 4 et 5 %, soutenue par la modernisation des infrastructures portuaires (Douala et Kribi), le développement des corridors régionaux et l'intensification progressive des échanges commerciaux, malgré des risques persistants liés à la congestion portuaire, aux coûts logistiques élevés et à l'insuffisance des réseaux routiers secondaires.

Energies Et Hydrocarbures



Le secteur énergétique et des hydrocarbures au Cameroun se caractérise par une dynamique contrastée entre transition énergétique et dépendance persistante aux hydrocarbures. Les incitations fiscales accordées par l'État, avec plus de 9 milliards FCFA d'exonérations entre 2024 et 2025 (dont 3,7

milliards FCFA en 2024 et environ 5,3 milliards FCFA en 2025), ont favorisé l'essor des énergies renouvelables, notamment le solaire et l'accès à l'eau potable, en réduisant les coûts d'équipement pour les ménages et les entreprises. Cette politique s'inscrit dans un contexte financier favorable, marqué par la forte performance des banques ca-

merounaises, qui ont réalisé 208,5 milliards FCFA de bénéfices nets en 2024, représentant 46 % des profits bancaires de la CEMAC, renforçant ainsi la capacité de financement des projets énergétiques. Parallèlement, le secteur des hydrocarbures demeure stratégique mais sous pression, avec des prévisions de recettes pétrolières en baisse d'environ 12,7 % en 2025, malgré un excédent commercial de 164 milliards FCFA enregistré sur les hydrocarbures au premier trimestre de l'année et une hausse marquée de la demande en gaz domestique (+72,6 % au deuxième trimestre 2025), soutenue par des interventions publiques de stabilisation des prix estimées à près de 36,9 milliards FCFA.

Dans l'ensemble, le mois de décembre 2025 illustre un secteur en restructuration progressive, où la montée en puissance des énergies vertes et l'amélioration de l'accès à l'électricité coexistent avec une gestion prudente des hydrocarbures, posant les bases d'une sécurité énergétique plus diversifiée à l'horizon 2026.

6. Analyse Sectorielle

Agro-Industrie & Marche Alimentaire

L'agro-industrie et le marché alimentaire camerounais connaissent une intensification des investissements publics et privés visant à réduire la dépendance aux importations et à renforcer la sécurité alimentaire, alors que 11% de la population, soit environ 3,12 millions de personnes,



demeurent en insécurité alimentaire. Dans la filière riz, une subvention publique de 9 milliards FCFA accordée à la SEMRY et à l'UNVDA

en 2026 dans le cadre du PIISAH doit permettre une hausse de production de 30 000 tonnes, contribuant à l'objectif de tripler la production nationale de 140 710 à 460 000 tonnes d'ici 2027, malgré un déficit structurel de 110 000 tonnes.

La filière huile de palme connaît un tournant avec l'investissement d'OPALM de 81 millions USD (environ 45 milliards FCFA) pour construire cinq huileries dès 2026, générant 108 000 tonnes additionnelles d'huile de palme par an et environ 1 650 emplois directs, participant à la réduction du déficit national et à l'industrialisation locale.

Dans les cultures d'exportation, le Cameroun renforce sa position sur le cacao avec 650 000 hectares de vergers, le développement du cacao de savane (Adamaoua, Noun) et la mise en œuvre d'un manuel de diligence raisonnée pour anticiper le Règlement européen sur la déforestation (RDUE) et sécuriser l'accès au marché européen à l'horizon 2026-2027.

Commerce Et Consommation



Face à la flambée des prix post-électorale, le gouvernement camerounais a lancé des ventes promotionnelles nationales de novembre 2025 à janvier 2026, ciblant les produits de

première nécessité (pains, sucre, huile, riz) pour contrer la spéculation et soutenir le pouvoir d'achat des ménages, via des points de vente étendus comme au Boulevard du 20 Mai à Yaoundé.

Télécommunications et Numérique

Il s'impose comme un pilier de l'économie, avec un marché estimé autour de 780 milliards FCFA, un chiffre d'affaires sectoriel dépassant 1 022 milliards FCFA en 2024 et une croissance d'environ 18% entre 2023 et 2024, portant sa contribution au PIB à près de 3,16%. Le mobile domine, avec quatre opérateurs (MTN, Orange et Camtel), un taux de pénétration mobile d'environ 87%. Sur le plan macro, le nombre d'utilisateurs Internet est passé d'environ 6,3 à 12,4 millions entre 2018 et 2025, portant le taux de pénétration de 25% à près de 42%, mais laissant encore 17,1 millions de personnes hors ligne, ce qui souligne la persistance d'une forte fracture numérique.

Parallèlement, la politique fiscale fait du digital une nouvelle base de recettes : TVA et droits de douane sur le e-commerce, taux de 5% sur les bénéfices non commerciaux des particuliers sur les plateformes. La loi de finances 2026, instaure un impôt minimum de 3% sur le chiffre d'affaires réalisé au Cameroun par les entreprises numériques étrangères sans présence physique, ciblant celles qui dépassent 1 000 consommateurs locaux ou 50 millions FCFA de chiffre d'affaires annuel.

Notons que le changement du régime fiscal des entreprises passant à un Impôt sur les Sociétés (IS) de 30%, afin de suivre les recommandations de l'OCDE permet de contrôler plus efficacement les revenus générés par les activités numériques, peu taxées dans les années antérieures.

7. Analyse des risques Economiques

Risques immédiats

- **Inflation et pression sur le pouvoir d'achat** : la flambée des prix post-électorale, malgré les ventes promotionnelles, expose les ménages à un risque d'érosion du revenu réel et de consommation ralentie.
- **Baisse des recettes pétrolières** : avec une baisse prévue de 12,7% des recettes pétrolières en 2025, le budget de l'État est exposé à des tensions de trésorerie en début d'année 2026.
- **Risques logistiques et de transport** : la stagnation du trafic portuaire et routier et les congestions persistantes peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement, notamment alimentaires et industrielles.
- **Fragilité des prix agricoles** : malgré les subventions au riz et à l'huile, la vulnérabilité climatique et logistique reste forte, risquant de compromettre la disponibilité alimentaire à court terme

Risques intermédiaires

- **Soutenabilité budgétaire** : la montée des exonérations fiscales dans l'énergie (plus de 9 milliards FCFA) et les soutiens publics agricoles accroissent la pression sur les finances publiques.
- **Risque de ralentissement de l'investissement privé** : les hausses d'imposition (notamment sur le numérique) et la hausse des coûts logistiques peuvent freiner la croissance attendue du secteur privé, surtout dans l'industrialisation agroalimentaire et la logistique.
- **Vulnérabilité énergétique** : la dépendance persistante aux hydrocarbures, conjuguée aux fluctuations du marché international, pourrait créer une instabilité des recettes publiques et du prix domestique de l'énergie.
- **Risque d'inégalités numériques** : malgré la croissance du digital, l'exclusion numérique de 17 millions de personnes entretient un déséquilibre structurel dans l'accès aux opportunités économiques.

Risques structurels

- **Dépendance sectorielle** : l'économie reste tributaire de quelques pôles (hydrocarbures, agriculture de rente, banques), limitant la résilience face aux chocs exogènes.
- **Faiblesse des infrastructures** : la congestion portuaire, l'état des routes secondaires et la faible connectivité intérieure freinent durablement la compétitivité et les échanges régionaux.
- **Poids de l'économie informelle** : la fiscalité numérique ne compense pas encore la faible assiette fiscale générale, ce qui maintient une fragilité budgétaire chronique.
- **Risque social et alimentaire** : la persistance d'une insécurité alimentaire touchant 11% de la population et la lenteur de la modernisation agricole exposent le pays à des tensions sociales et à une croissance inégalitaire.

.....

Vi. Recommandations manageriales

- **Pour le Secteur public** : mieux cibler les subventions et ventes promotionnelles, contrôler la spéculation, prioriser les dépenses vers les infrastructures, l'agro-industrie, l'énergie et le numérique, et encadrer strictement exonérations et subventions pour contenir le déficit.
- **Pour les Entreprises** : renforcer la gestion de trésorerie et des risques (coûts logistiques, énergie, fiscalité), optimiser la structure fiscale (PME/grandes entreprises, activités numériques), sécuriser l'approvisionnement en s'appuyant davantage sur des partenaires logistiques et des producteurs locaux.
- **Pour les Ménages** : bâtir des budgets serrés centrés sur les dépenses essentielles, profiter des dispositifs publics sans surconsommer, substituer progressivement les importations par des produits locaux et utiliser davantage l'épargne et l'assurance formelles pour amortir les chocs.
- **Pour les Investisseurs** : privilégier les secteurs non pétroliers porteurs tel que l'agro-industrie, logistique, numérique et l'énergies renouvelable. Intégrer la nouvelle donne fiscale et réglementaire dans la structuration des projets.

7. Opportunités du mois



Le secteur de l'événementiel s'impose comme un véritable moteur de business, porté par l'explosion des occasions de se retrouver et de célébrer.

Lynn KENGNE, promotrice de DLS-EVENTS, Douala Cameroun

Le secteur de l'événementiel (service traiteur, décoration, location de couverts, tables, chaises et chapiteaux) au Cameroun se développe dans un tissu économique largement dominé par les TPE, en croissance de près de 13 % par rapport à 2023 un contexte favorable à l'organisation d'événements privés et professionnels. Selon des données sectorielles récentes, on recense environ 92 agences d'événementielles actives au Cameroun en 2025, témoignage de la structuration progressive du marché. L'activité est fortement portée par les jeunes, qui constituent la majorité des acteurs et apprennent souvent sur le tas, ce qui traduit une montée en puissance mais aussi une informalité persistante. Sur l'ensemble de l'année, on observe une diversité de formats : mariages, salons, festivals culturels et bien d'autres, qui rassemblent publics et professionnels.

Le mois de décembre concentre une haute saison d'activités avec des événements traditionnels, créatifs et institutionnels, renforçant les revenus des prestataires après une année rythmée par une croissance modérée. Cette période-clé expose toutefois les difficultés de la filière, notamment

en termes de concurrence logistique, de financements et de professionnalisation. Malgré ces défis, l'événementiel au Cameroun apparaît comme un secteur résilient et porteur d'opportunités d'emploi, surtout pour les jeunes et les PME innovantes.



J'ai appelé ma petite entreprise, DLS-Événements. Spécialisée dans la décoration, principalement les mariages et les anniversaires. J'exerce

dans le domaine depuis un an et demi. Ce qui m'a poussé à choisir ce secteur, c'est avant tout la passion pour l'art d'embellir et de créer des ambiances uniques.

Mon parcours dans ce domaine est marqué par de belles réalisations, mais aussi par des expériences humaines parfois délicates. Les relations avec les clients sont souvent ponctuées d'altercations, car le stress lié à l'événement est fréquemment déversé sur le décorateur. Les défis rencontrés sont donc majoritairement d'ordre humain. Ce métier m'a permis de développer un grand sens de la patience et une meilleure gestion des émotions face aux clients.

À mon avis, le secteur de l'événementiel offre de belles opportunités financières, car les gens organisent de plus en plus d'événements. Cependant, il reste très saturé par la concurrence, étant donné que l'activité est relativement nouvelle. Pour cette raison, je me concentre davantage sur la décoration et la location de matériel, qui sont plus solides et ne ciblent pas une classe sociale précise. Cette stratégie facilite la recherche de clients, notamment grâce aux partenariats et aux recommandations.

Pour moi, la communication digitale, en particulier WhatsApp, facilite les échanges avec les clients et rend le suivi plus rapide et efficace. Néanmoins, l'investissement dans ce secteur reste très coûteux, avec des charges élevées et des pertes de matériel souvent inévitables. Malgré cela, le retour sur investissement demeure rentable. Afin d'améliorer encore la rentabilité, j'élargis ma communication et renforce la publicité à travers des images de mes réalisations. »

7. Opportunités du mois

Afin d'améliorer ma rentabilité, je privilégie les partenariats et les collaborations

Fabrice SIMO, Sublime service Bandjoun Cameroun

Depuis huit ans, je travaille dans le domaine de l'événementiel au Cameroun en tant que cuisinier spécialisé dans l'organisation de mariages. Mes débuts ont été difficiles, car le métier n'était pas encore bien connu ni valorisé. Aujourd'hui, je constate une réelle évolution du secteur : le marché de l'événementiel est prometteur et offre des opportunités à tous les acteurs, notamment dans la restauration, un domaine qui ouvre la voie à de nombreuses collaborations. Les principaux défis rencontrés restent financiers, notamment pour l'acquisition du matériel, que je préfère souvent louer. La plupart de



mes clients viennent par recommandations, soutenues par la com-

munication digitale via WhatsApp, un outil efficace pour diffuser mes prestations et attirer de nouveaux contacts. Mon activité est rentable grâce à un investissement limité, compensé par un travail technique, une présentation soignée et un service impeccable. Afin d'améliorer ma rentabilité, je privilégie les partenariats et les collaborations. Mon ambition est d'étendre mes activités pour devenir une entreprise complète couvrant tout le secteur événementiel et proposer, à terme, des formations certifiantes dans l'Ouest et à travers le Cameroun.

Accélérez votre croissance en 2026 avec Media Intelligence

Banques, opérateurs de transfert d'argent, fintechs et mobile money évoluent aujourd'hui dans un contexte marqué par une forte concurrence, des innovations accélérées et une pression réglementaire croissante. Pour rester compétitifs, les décisions doivent s'appuyer sur des données fiables, des analyses stratégiques et une compréhension fine du marché.

Notre expertise

- **Mystery Shopping & Qualité de service**
Améliorer l'expérience client et renforcer votre avantage compétitif.
- **Enquêtes de satisfaction et benchmarking**
Comprendre vos clients et vous positionner face aux meilleurs standards du marché.
- **Veille concurrentielle et réglementaire**
Surveiller vos concurrents, anticiper les évolutions et sécuriser vos décisions.
- **Études digitales & e-réputation**
Mesurer votre image, analyser la perception client et optimiser votre présence digitale.



Yaoundé, Elig-Essono Immeuble
SCB face Entrée de la Gare, porte 105



+237 677431013
+237 697183399



Ils nous ont fait confiance...



PRÉSENTATION DE MEDIA INTELLIGENCE

MEDIA INTELLIGENCE naît du constat selon lequel les entreprises camerounaises et de la zone CEMAC en général évoluent dans un environnement particulièrement incertain. En effet, le constat déclencheur est que ces entreprises ne disposent souvent pas d'informations pertinentes, fiables et actualisées lors de la prise de décisions stratégiques – des décisions qui engagent fréquemment d'importants capitaux, ont un impact à long terme (généralement sur 3 à 10 ans) et sont difficiles, voire coûteuses, à inverser.

Premier cabinet camerounais spécialisé en veille stratégique, intelligence économique, media research, market research et competitive business intelligence, MEDIA INTELLIGENCE accompagne les dirigeants avec une expertise pointue, notamment dans les secteurs convergents des finances, des médias et des télécommunications. Présent à Yaoundé et Douala, avec un réseau étendu dans plusieurs pays de la CEMAC et au-delà, le cabinet transforme l'incertitude en avantage compétitif grâce à des analyses prospectives solides et des insights actionnables.

Parmi les décisions stratégiques cruciales que MEDIA INTELLIGENCE aide à éclairer, on peut citer notamment :

L'investissement dans un nouveau projet ou une nouvelle unité de production (ex. : construire une usine de transformation agroalimentaire ou ouvrir une filiale dans un autre pays de la CEMAC).

L'entrée sur un nouveau marché ou le lancement d'un produit/service innovant (ex. : une offre télécom 4G/5G ou mobile money dans une région sous-équipée).

La diversification des activités (ex. : une entreprise de télécoms investissant dans la fintech ou les énergies renouvelables).

L'adoption de technologies disruptives (ex. : l'automatisation ou la transformation digitale).

Dans un contexte marqué par des défis économiques, réglementaires et concurrentiels propres à la zone CEMAC, ces choix exposent les dirigeants à des risques élevés sans données fiables. C'est précisément pour accompagner les entreprises dans ces moments critiques que MEDIA INTELLIGENCE propose son expertise unique : fournir les outils, les études de marché approfondies et les insights nécessaires pour transformer l'incertitude en opportunités durables et rentables.

NOS SERVICES

VEILLE

L'offre de veille de Média Intelligence permet d'avoir en temps réel, les informations les plus pointues et les plus précises sur votre environnement concurrentiel (acteurs, produits, parts de marché, innovation, stratégie client, réglementation, etc.) afin d'impacter votre marché.

ÉTUDES

L'offre d'études permet d'identifier et de mesurer les tendances du marché, des produits et services (qualitativement et quantitativement). Nos stratégies personnalisées vous permettront d'accroître vos parts de marché.

FORMATIONS

Média Intelligence vous accompagne dans le processus d'accroissement de votre compétitivité par le renforcement des capacités de votre équipe en matière de veille.

ACCOMPAGNEMENT

Nos services d'analyse et de veille stratégique incluent la rédaction de livres blancs spécialisés, des analyses conjoncturelles approfondies des secteurs d'activité, la mise en place de cellules de veille économique et technologique, ainsi que l'organisation de conférences thématiques. Ces prestations permettent aux entreprises de disposer d'une vision éclairée de leur environnement concurrentiel et des tendances de marché pour optimiser leurs décisions stratégiques.

MEDIA INTELLIGENCE EN CHIFFRES

+300
Projets conduits
avec succès

+20
Consultants
et experts associés

+04
Secteurs d'activités
surveillés

+07
Pays couverts

ILS NOUS FONT DÉJÀ **CONFIANCE...**

CANAL+

Western Union

Airland First Bank

Commerciabank

MTN

enéo

wave

ADVANS
Growing together

AZUR

BGFI Bank

o! omenkart

Coca-Cola

WILLIAM GRANT & SONS

airtel

CHOOCAM

Tradex

Breakthrough ACTION + RESEARCH FOR RURAL & RENEWABLE CHANGE

SOCIETE GENERALE

orange

APAK

Olam Agri

nextel

Helen Keller INTERNATIONAL

Annexes

Sigles et abréviations

- **PIISAH** : Plan intégré d'Import Substitution Agropastoral et Halieutique ; programme du gouvernement visant à réduire les importations en développant la production locale agricole, pastorale et halieutique ;
- **SEMRY** : Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua
- **UNVDA** : Upper Nun Valley Development Authority
- **RDUE** : Règlement de l'Union européenne sur la déforestation
- **CEMAC** : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale ; organisation régionale économique regroupant le Cameroun et d'autres pays d'Afrique centrale.
- **BAD** : Banque Africaine de Développement ; institution financière multilatérale qui soutient le développement en Afrique, dont le Cameroun.
- **OPALM** : Organisation des Producteurs de Palmier à Huile ; c'est une organisation professionnelle qui regroupe les producteurs de palmier à huile (petits planteurs et exploitants) au Cameroun.
- **PME** : Petites et Moyennes Entreprises ; entreprises de taille moyenne ou petite, cœur de la stratégie de développement économique.
- **IRCM** : l'Impôt sur les Revenus des Capitaux Mobiliers
- **PIB** : Produit Intérieur Brut ; valeur totale des biens et services produits dans le pays sur une période donnée.
- **IDE** : Investissement Direct Étranger ; investissements réalisés par des entités étrangères dans l'économie camerounaise. (Terme économique international)
- **UPF** : United Parcel Federation ou similaire
- **FEICOM** : Fonds Spécial d'Équipement et d'Intervention Intercommunale ; C'est un organisme public qui a pour mission principale de financer et soutenir les collectivités territoriales décentralisées (CTD ou communes et les régions.)
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economiques : est une organisation internationale qui regroupe des pays majoritairement développés et émergents, et qui œuvre à promouvoir des politiques publiques favorisant la croissance économique, la stabilité financière et le développement durable.
- **IS** : Impôts sur les Sociétés
- **DGI** : Direction Générale des Impôts
- **OCDE** : Organisation de Coopération et de Développement Economiques
- **PESTEL** : Analyse systémique des dimensions Politique, Économique, Social, Technologique, Environnemental, Légal.
- **CSPH** : Caisse de Stabilisation des Produits des Hydrocarbures

La rédaction

Directeur de publication: TANE Rostant, CEO MEDIA INTELLIGENCE

Rédacteur en chef: VANA ZOKOM Elie, Consultant Data chez MEDIA INTELLIGENCE

Collecte et traitement des données: VANA ZOKOM et DASSI MBOUWE Othniel, Consultant en Veille stratégique chez MEDIA INTELLIGENCE, **Carine MEFO** Documentaliste et Consultant en veille stratégique

Infographie et Maquette: NSENGA Clément, infographiste chez MEDIA INTELLIGENCE

Images et illustrations: Freepick.com, MEDIA INTELLIGENCE